

M. NOSEWORTHY: Le programme des Nations Unies comprendrait-il les pays situés derrière le rideau de fer?

L'hon. M. PEARSON: Je suppose que cela dépendrait des contributions versées au plan par ces pays et de leur bonne volonté à accepter l'obligation d'affiliation et de participation.

M. GREEN: On n'accepterait sûrement pas les contributions des deux blocs pour ne dépenser l'argent versé par le bloc occidental que dans les pays avec lesquels il entretient des relations amicales et celui versé par le bloc oriental que dans les pays satellites des Soviets?

L'hon. M. PEARSON: J'ignore de quelle façon le plan fonctionnera. On étudie cette question actuellement. Mais je pense qu'il serait absolument improbable que certains de ces fonds soient employés dans un pays qui a refusé de partager les responsabilités et les engagements de ce programme, au même titre qu'il bénéficiera de ces avantages. Je ne sais au juste quelle a été jusqu'à présent, à cet égard, l'attitude de l'U.R.S.S.

M. CÔTÉ: Le 6^e point dit: "...avec des programmes aux avantages mutuels, élaborés et exécutés d'après le principe d'égalité plutôt que de charité". Qu'est-ce que cela veut dire?

L'hon. M. PEARSON: Ce sont les termes de M. Lie. A mon avis, "égalité" doit être une erreur d'impression; ce doit être "justice".

7^e point:

Le recours efficace aux Institutions spécialisées des Nations Unies, par les États membres, en vue d'obtenir, selon les termes de la Charte, "des normes de vie plus élevées, le plein emploi et des conditions propres au progrès économique et social."

Aucun des pays démocratiques membres des Nations Unies ne s'opposera à ce point, mais il convient peut-être de faire remarquer que l'U.R.S.S. s'est retirée de chacune des institutions spécialisées dont elle avait originairement fait partie et qu'elle n'est membre maintenant, je crois, que de l'Union postale universelle et de l'Organisation météorologique mondiale.

M. GREEN: Si je me souviens bien, M. Moran nous a dit hier qu'elle était affiliée à une autre?

L'hon. M. PEARSON: Je sais qu'elle appartient à ces deux-là, mais elle n'est affiliée à aucune des principales institutions spécialisées des Nations Unies; elle s'est même retirée de l'Organisation mondiale de la santé.

M. STICK: La Russie est-elle membre de la Bourse mondiale du blé.

L'hon. M. PEARSON: Vous voulez parler de l'Accord international sur les blés?

M. STICK: Oui.

L'hon. M. PEARSON: Je ne crois pas.

M. STICK: Les journaux rapportaient hier qu'on mettra beaucoup de blé sur le marché?

L'hon. M. PEARSON: Je ne pourrais dire. On parle d'un accord européen sur le blé que préparerait la Commission économique pour l'Europe.